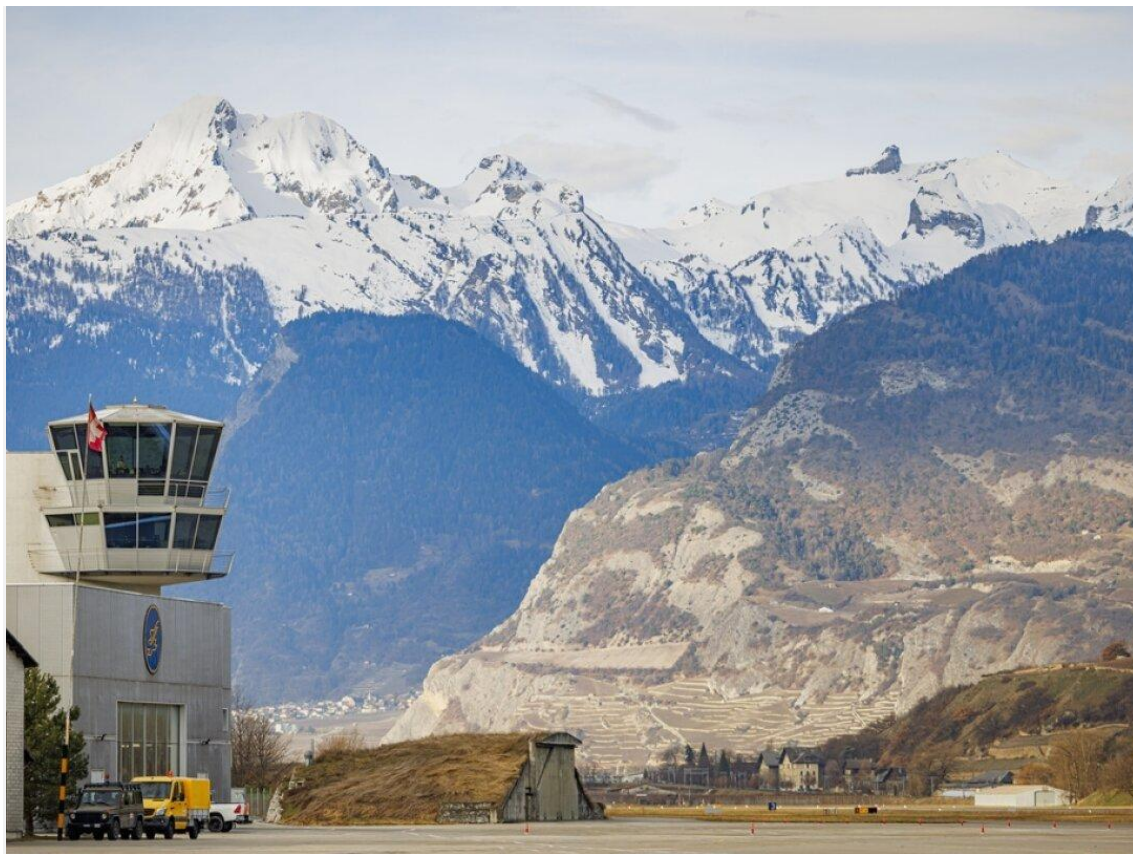


NF – 20251105 **Aéroport de Sion :** seuls la gauche et le Haut-Valais s'opposent encore à son développement.

La deuxième consultation sur l'avenir de l'aéroport de Sion est plus positive que la première, qui avait mené à l'abandon provisoire du projet. La voie est libre pour un traitement au Grand Conseil.

Guillaume Chillier
03 nov. 2025, 18:00



L'aéroport de Sion verra très probablement son avenir se jouer dans les urnes.
Keystone/Valentin Flauraud

Qui pourrait encore freiner le développement de l'aéroport de Sion? Peut-être le Haut-Valais et la gauche politique, potentiels alliés de circonstance. Pour le reste, le soutien semble plutôt unanime et surtout plus solide qu'après la première consultation du début de l'année dernière.

A l'époque, le conseiller d'État Christophe Darbellay avait provoqué un coup d'éclat en mettant un terme brutal à la cantonalisation de l'aéroport. Il s'évitait alors aussi une campagne de votation périlleuse à l'orée des élections cantonales de mars 2025.

À l'issue de la seconde consultation close ce vendredi, la trentaine de réponses reçues par le canton relèvent un soutien plutôt large au projet de développement de l'infrastructure aéroportuaire. Elles valident la création d'une société exploitante en mains publiques et, surtout, un financement plus léger pour les communes, principal critique de la première mouture.

«Coup de semonce nécessaire»

«Nous avons intégré les remarques tout en appliquant deux motions du Parlement, ce qui nous donne la légitimité nécessaire pour avancer. Globalement, les échos sont positifs et les positions plus affirmées», se félicite Christophe Darbellay.

Lucide, il lance: «Dans ce dossier, convaincre les Vert·e·s et les socialistes est presque impossible.» Selon lui, les positions sont plus ou moins les mêmes qu'en début d'année, «mais le coup de semonce était nécessaire».



"Dans ce dossier, convaincre les Vert·e·s et les socialistes est presque impossible."

CHRISTOPHE DARBELLAY, CONSEILLER D'ÉTAT

Le premier projet fixait la participation de la ville de Sion à 10%, celle du canton à 70% et celle des autres communes à 20%. Ces dernières avaient protesté, jugeant leur charge trop élevée.

La nouvelle proposition plafonne leur contribution à 10%, (on parle d'un montant en 300 000 et 600 000 francs par an) et celle de Sion augmente à 20%. Actuellement, le canton et le chef-lieu assument ensemble les investissements et les déficits, qui ont oscillé entre 1 million et 3 millions ces dernières années.

Le soutien de la Fédération des communes valaisannes est désormais clair et décisif. Le Centre, l'UDC, le PLR, l'Association hôtelière du Valais, les Chambres valaisannes du tourisme et du commerce, ainsi que les communes de Val de Bagnes, de Crans-Montana, de Nendaz et de Conthey se prononcent aussi en faveur du projet. Ces dernières souhaiteraient néanmoins un plafond fixe à 600 000 francs par an.

Riverains contents

L'Association des riverains de l'aéroport de Sion (Aras) se dit, elle aussi, satisfaite d'un projet qui peut maintenant aller de l'avant. «Un aéroport civil et professionnel permet un développement équilibré, dans le respect des règles», souligne son président, Jean-Paul Schroeter. «Nous demandons toutefois que la protection des riverains soit intégrée aux réflexions et que l'Aras dispose d'une place dans la future organisation», ajoute-t-il.

L'augmentation prévue du nombre de passagers de 35 000 à plus de 100 000 par an, avec quelque 1000 mouvements charter planifiés, ne l'inquiète pas: «Le nombre total de mouvements restera similaire, donc les nuisances n'augmenteront pas et le bilan carbone par passager devrait nettement s'améliorer.» Il souligne enfin que les progrès technologiques rendent l'aviation civile toujours moins bruyante et moins polluante.



“Un aéroport civil et professionnel permet un développement équilibré, dans le respect des règles.”

JEAN-PAUL SCHROETER, PRÉSIDENT DE L'A DES RIVERAINS DE L'AÉROPORT DE SION

Le Conseil d'État doit maintenant affiner sa proposition de loi et la soumettre au Grand Conseil, sans doute en mars prochain. Il rappellera sans doute que selon des estimations pourtant obsolètes et contestées, l'aéroport génère une plus-value annuelle de 75 millions de francs, contribue au maintien de plus de 650 emplois et soutient l'innovation aéronautique par l'intermédiaire de la société H55, spin-off de Solar Impulse spécialisée dans la propulsion électrique.

Restera toutefois à régler plusieurs points: les horaires de vol aujourd'hui limités par les besoins de l'armée; la propriété des infrastructures, encore majoritairement détenues par les militaires; et la concession, actuellement aux mains de la ville de Sion, qui doit être transférée à la future société exploitante d'ici 2031.

Gauche et Haut ensemble?

L'opposition vient principalement du Parti socialiste et des Vert-e-s. Très critiques, les deux formations de gauche voient dans ce développement une aberration écologique et doutent que l'aéroport puisse un jour atteindre l'équilibre financier. «Et le développement de l'infrastructure ne fera qu'aggraver la situation», estime le député écologiste Mathieu Clerc. «Sans parler des mesures d'économie de la Confédération, qui pourrait supprimer son soutien de trois millions de francs au contrôle aérien de Sion», alerte-t-il.

Dans ses prises de position, la gauche dénonce un aéroport qui ne profiterait pas à l'ensemble des habitants. «L'intérêt public limité qu'il représente ne justifie pas que le canton et les communes investissent des millions pour en faire une infrastructure surdimensionnée, qui profiterait surtout à un petit nombre de personnes — notamment les usagers de jets privés — tout en générant des nuisances pour la population environnante», écrit le Parti socialiste.



“Une consultation au niveau de la ville de Sion est primordiale, car sa population est la plus exposée aux nuisances. Je plaide également pour une votation à l'échelle cantonale.”

MATHIEU CLERC, DÉPUTÉ ÉCOLOGISTE

Dans l'air depuis le début du projet, la menace d'un référendum est réaffirmée par Mathieu Clerc. «Une consultation au niveau de la ville de Sion est primordiale, car sa population est la plus exposée aux nuisances. Je plaide également pour une votation à l'échelle cantonale, bien que nous n'en ayons pas encore parlé au sein du parti», indique-t-il.

Selon lui, les Vert-e-s ne souhaitent pas supprimer l'aéroport, qui répond à des besoins essentiels de sauvetage, de formation et de dégagement militaire. «Mais nous ne voulons pas d'un aéroport tel que le rêve le Conseil d'État», résume le député.

Pas d'intérêt dans le Haut

L'association des communes du Haut-Valais (Gemeinden Region Oberwallis) ne voit pas non plus l'intérêt de ce développement de l'aéroport. Pour des questions financières, mais aussi en raison de la proximité des aéroports de Genève, de Zurich ou de Milan, qui limite la plus-value du site de Sion. Elle n'a pas contre pas décidé si elle s'engageait dans une possible campagne référendaire.

Dans le canton, peu d'observateurs imaginent que des communes du Haut se lancent dans une telle alliance contre nature avec la gauche. Elles devraient finir par payer, quitte à se boucher le nez.